

Le plan de l'Europe pour sauver l'industrie

Bruxelles a dévoilé hier son Pacte pour une industrie propre, destiné à améliorer sa compétitivité, détaille Les Echos, en Une. « Nous sommes ici pour agir, nous allons renforcer notre industrie, a déclaré Teresa Ribera, vice-présidente de la Commission, devant la presse. Ce plan est une proposition de long terme pour que l'UE reste un hub attirant pour les industries traditionnelles, nous voulons accélérer les technologies propres, les plans d'affaires circulaires. » Emblématique d'une nouvelle vision européenne qui se veut plus à l'écoute des entreprises, ce pacte se concentre principalement sur les industries à forte intensité énergétique et les technologies propres. L'une des mesures les plus fortes, et très nouvelle pour l'UE, est l'introduction de la « préférence européenne » dans les appels d'offres publics pour certains secteurs stratégiques. « L'attente est forte, a relevé Stéphane Séjourné. En un mot, il faut produire plus et mieux, ce qui veut dire produire décarboné et européen », qualifiant le pacte de « plan d'affaires de l'industrie européenne bas carbone ». À court terme, l'UE compte mobiliser « plus de 100 milliards » pour soutenir sa « fabrication propre ». Cela ne sera évidemment pas suffisant, estime le quotidien. (Les Echos, p.17)

Marc Ferracci : « L'industrie a besoin d'un choc de confiance, pas d'un remède homéopathique »

Dans le cadre de sa Une consacrée à la présentation du Pacte pour une industrie propre, Les Echos ouvre ses colonnes au ministre de l'Industrie, qui explique que « nous sommes à un moment charnière pour l'industrie européenne qui est dans un état comparable à ce qu'était le système financier en 2008. Il y a dans ce plan des avancées mais il ne me semble pas assez ambitieux dans son contenu et son calendrier. » « Le travail mené sous l'égide du commissaire Séjourné est une bonne base. La banque de la décarbonation qui est proposée est une bonne chose. (...) L'encouragement de la commande publique à acheter européen est aussi une bonne chose. Enfin, l'accélération de deux ans à trois mois de l'obtention des aides aux PIIEC est satisfaisante. Mais on a besoin d'un choc de confiance, pas de remèdes homéopathiques, pour rassurer les industriels, pour les convaincre d'investir, d'embaucher, etc. » « Nous avons fait en particulier des propositions pour réformer dès cette année le dispositif de la taxe carbone aux frontières et la commission envisage plutôt l'an prochain, c'est beaucoup trop tard. Nous réclamons aussi trois adaptations de cette taxe qui servira à sanctionner les produits issus de pays très émetteurs de CO2. Il faut que leur empreinte carbone soit calculée en fonction de la moyenne du pays et pas de l'usine d'origine. » « Si elle a lieu, la guerre commerciale ne nous attendra pas. Il nous faut comprendre que l'Europe ne pourra pas atteindre ses objectifs de décarbonation sans une politique industrielle ambitieuse. D'autant que la Commission compte poser sur la table un nouvel objectif de réduire de 90 % les émissions en 2040. Je le dis, si on n'améliore pas la copie, je n'assumerai pas cet objectif de réduction des émissions de 90 % en 2040. » (Les Echos, p.17)